

# L'Humanité



# rouge

Prolétaires de tous les pays,  
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi  
23 février 1977

No 631

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 57952

## Pour l'amnistie générale des inculpés de Casablanca

Le 15 février était rendu le verdict du «procès» des 176 militants marxistes-léninistes à Casablanca (44 sont condamnés à la prison à vie, voir HR No 627). Aussi est-il nécessaire de faire une campagne pour exiger la libération de tous les détenus ; et c'est dans ce cadre que le comité de lutte contre la répression au Maroc organisait lundi à Paris une conférence de presse.

Plusieurs avocats, ainsi qu'un membre du secrétariat international d'Amnesty International, ont apporté leurs témoignages sur la sinistre mascarade orchestrée par le régime criminel d'Hassan II.

En 1973, lors du procès de Marrakech, le régime avait cherché à se donner un paravent «démocratique». Aujourd'hui, les «délits» reprochés sont sensiblement les mêmes. Mais dès avant le «procès», le régime avait la volonté d'isoler les inculpés, les frapper et les briser, uniquement pour leurs opinions. Pour cela il s'est donné tous les moyens : à aucun moment les inculpés n'ont pu s'exprimer, les «interrogatoires» se faisaient sans la présence des inculpés, le président de la cour a refusé de lire le réquisitoire définitif (certains étaient «jugés» sans même en avoir eu connaissance) ; presque tous ont été sauvagement torturés (A. Zeroul est mort sous la torture), les avocats qui s'étaient solidarisés en refusant — sur la demande des inculpés — de plaider, ont été menacés d'être radiés s'ils ne plaideraient pas (beaucoup n'avaient même pas connaissance du dossier !) pour l'un d'eux les flics étaient constamment devant chez lui (motif ? pour le protéger !).

Des familles de détenus ont été gardées à vue 48 heures, pendant le procès, et deux membres d'entre elles viennent d'être condamnés à 8 et 10 mois de prison ferme, etc., etc.

Les raisons politiques de cette volonté de frapper à outrance ? La situation politique. En effet le roi Hassan a le soutien objectif des forces soi-disant «démocratiques» et «d'opposition» (tels les révisionnistes) pour l'annexion du Sahara occidental (ce que la plupart des inculpés ont condamné, principalement ceux de l'organisation Ial Aman), ainsi que pour la préparation des élections devant prouver une soi-disant «démocratisation» !

(Suite p. 3)

## Les candidats écologistes

# DES «VERTS» DANS LE FROMAGE MUNICIPAL

Dans les pays capitalistes occidentaux, aux USA et en Europe de l'Ouest, on assiste depuis quelques mois à un essor de la sensibilisation et de la mobilisation des masses et de l'opinion publique pour les questions touchant à la pollution, l'environnement, les conditions de vie en général.

Les causes d'un tel phénomène sont à rechercher essentiellement dans la nature même de nos sociétés capitalistes. C'est la politique de recherche du profit maximum, de la concurrence anarchique entre firmes industrielles pour le plus grand bénéfice d'une minorité d'exploiteurs qui engendre la pollution industrielle à grande échelle, les multiples accidents du travail, les procédés douteux dans la fabrication des produits alimentaires, la destruction de l'environnement, les gigantesques cités dortoirs de béton, etc.

Ce sont principalement les masses populaires qui ont à souffrir de ces méfaits, cadences de travail, transports urbains longs et pénibles, petits paysans ou marins-pêcheurs dont les sources de revenu sont menacées ou détruites. Quant à la minorité de privilégiés responsables de cette situation, elle a les moyens d'échapper partiellement aux conséquences de la pollution, résidences luxueuses dans les zones protégées, propriétés campagnardes ou forestières, pas de travail manuel dans des conditions ou au contact de produits dangereux, ressources permettant une alimentation et des soins de meilleure qualité, etc.

Il n'est donc pas étonnant que parallèlement à la prise de conscience de l'exploitation, de l'oppression et des profondes inégalités sociales se développe également la mobilisation des travailleurs à la ville comme à la campagne contre la pollution et pour de meilleures conditions de vie.

En France, pas plus tard que lundi dernier, plusieurs centaines de personnes bloquaient l'entrée du chantier de «Super-Phénix» à Malville (Isère). Tout cela est juste et participe à la lutte générale contre les méfaits du capitalisme.

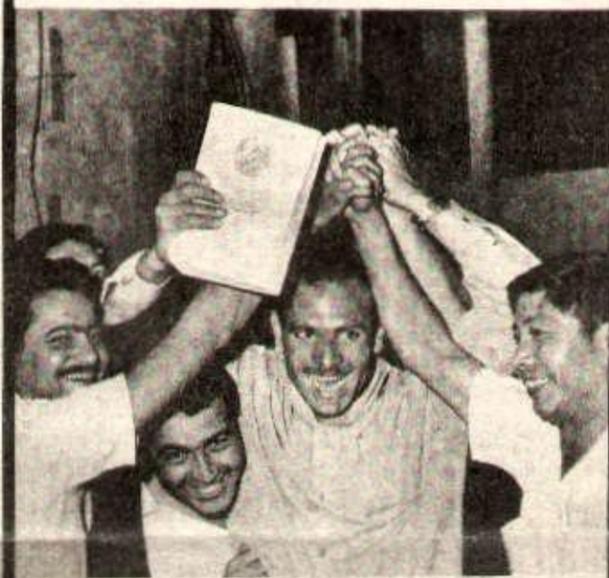
Cependant, comme à chaque fois, face à ces mouvements de masse qui apparaissent et se développent spontanément, en réponse à une réalité objective, la bourgeoisie n'est pas en reste et cherche à dévoyer, utiliser, récupérer politiquement pour son profit ces mouvements, tout en les réprimant.

Ainsi pour l'écologie, depuis la présentation de René Dumont aux présidentielles en 74, l'étiquette verte fait recette. Pour certains, c'est l'occasion au nom de l'écologie de propager les illusions réformistes traditionnelles sur la vertu des élections dans le système capitaliste, ou encore les vieilles illusions pacifistes et humanistes selon lesquelles il suffirait d'un peu plus de bonne volonté et de chaleur humaine pour rendre supportable le régime social dans lequel nous vivons.

L'«apolitisme», pour les autres, est simplement le paravent derrière lequel ils dissimulent leur intelligence politique qui consiste à se servir d'aspirations nouvelles pour gagner des gens à leur politique réactionnaire.

(Suite p. 3)

## 21 février Unité des peuples du monde dans la lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme



Traditionnellement, la journée du 21 février est consacrée par les révolutionnaires et progressistes du monde entier à la célébration des luttes anti-impérialistes.

C'est l'occasion de souligner l'unité de combat qui lie les luttes des peuples du monde entier contre le

colonialisme, le racisme, le sionisme, l'impérialisme et particulièrement l'hégémonisme des deux super-puissances, URSS et USA dont la rivalité acharnée fait peser sur tous les peuples la menace grandissante d'une troisième guerre mondiale.

(Suite p. 2)

## Affaire Amalrik

# Giscard s'écrase et encourage les pressions du social-impérialisme

A quelques mois de la visite prévue de Brejnev en France (mois de juin) le gouvernement français vient

de manifester son caractère opportuniste à l'égard du social-impérialisme russe.

intérieures et du respect de la politique de «détente».

Giscard, en refusant de recevoir l'historien Amalrik et en le renvoyant devant un fonctionnaire du Quai d'Orsay, cherche à minimiser de fait la répression fasciste et la lutte pour les libertés démocratiques en URSS. C'est une caution apportée à la politique hitlérienne des dirigeants de Moscou au nom de la non-ingérence dans les affaires

De telles concessions sont un coup de poignard dans le dos des peuples de l'URSS et des autres pays révisionnistes. De plus elles encouragent les pressions de Moscou qui ne se prive pas, par contre, de s'ingérer dans les affaires de la France comme en témoigne l'expulsion de l'espion soviétique il y a quelques jours.

(Article page 3)

**VICTOIRE A L'USINE  
DELECOURT-TOURGOING  
voir article p.5**

## Kampuchéa démocratique

# LES FAITS CONFONDENT LES CALOMNIATEURS

Ces dernières semaines, les milieux impérialistes et réactionnaires ont continué à orchestrer des campagnes d'intoxication contre le nouveau Kampuchéa et sa révolution. Le peuple du Kampuchéa qui a tant souffert de l'agression et de la domination des forces impérialistes, colonialistes et néo-colonialistes anciennes et nouvelles, a toujours mené une lutte héroïque contre ces forces réactionnaires et a remporté la grande victoire de portée historique du 17 avril 1975.

On se rappelle que durant les 5 années de guerre d'agression américaine plus d'un million

De 1975 à 1977, plusieurs réalisations sont entreprises et terminées avant le plan de développement économique, grâce à la lutte pleine de sacrifices et d'esprit d'initiative des ouvriers et des paysans sous la direction clairvoyante de l'organisation révolutionnaire. Le problème de vivre a été totalement résolu. Le niveau de vie du peuple s'améliore graduellement grâce à l'augmentation de la production de riz et d'autres cultures stratégiques.

Le nouveau Kampuchéa progresse par bonds dans la maîtrise de l'eau en construisant des canaux et des barrages hydrauliques ; dans l'application des méthodes scientifiques à l'agriculture tels que le choix d'engrais naturels et chimiques et le développement progressif des petites et moyennes industries ; dans le domaine social en développant la médecine au service des masses populaires et en augmentant la production pharmaceutique, afin de combattre et vaincre toutes les sortes de maladies.

Avec le renversement de l'ancienne société semi-féodale et semi-coloniale, est née une nouvelle société qui refuse l'exploitation de l'homme par l'homme où le peuple jouit de la vraie démocratie. Le nouveau rapport social est basé sur l'unité de lutte, l'amitié, l'égalité et la complémentarité et non sur le profit et l'explo-

Le pouvoir du peuple ouvrier-paysan se renforce chaque jour davantage pendant que sa conscience politique s'élève dans tous les domaines. 2 années après la libération totale du pays, toutes les voies de communication sont presque rétablies et les usines sont en



Kampuchéa : une agriculture en pleine expansion.

état de produire des produits nécessaires pour élever le niveau de vie de la population.

Le nouveau Kampuchéa exporte le surplus de la production de riz et de caoutchouc vers les pays amis.

Ayant toujours lutté à côté des forces progressistes et révolutionnaires pour la liberté et la paix véritable, le nouveau Kampuchéa a rétabli des relations diplomatiques avec tous les pays du monde épris de paix et de justice sur la base du respect de l'indépendance, de

d'hommes, de femmes et d'enfants soit le 1/5 de sa population totale ont été tués et blessés et que l'économie du pays a été détruite de 50 à 100 % par les bombardements sauvages de l'aviation américaine.

Le 17 avril prochain, sera le jour du 2<sup>e</sup> anniversaire de la victoire de la révolution khmère sur l'impérialisme américain, chef de file du monde dit « libre ». Le peuple du Kampuchéa et ses forces armées populaires vont célébrer dans l'enthousiasme le 2<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du Kampuchéa démocratique, État ouvrier et paysan.

la souveraineté, de la non-agression et de la non-ingérence dans les affaires intérieures de chaque État, sauf les quelque pays impérialistes et réactionnaires qui nourrissent une haine farouche envers la révolution au Kampuchéa démocratique.

Les impérialistes améri-

mêmes impérialistes qui ont, en juillet 75, violé les eaux territoriales du Kampuchéa, pays indépendant et membre des Nations unies ?

Chassés du Kampuchéa et ayant perdu leurs intérêts politiques, économiques et culturels, certains pays impérialistes ont incité et aidé la presse réactionnaire et des mercenaires à leur solde à calomnier et à saboter la marche de la révolution du peuple du Kampuchéa.

L'opinion mondiale éprise de paix et de liberté ne se laisse pas tromper par ces basses campagnes mensongères, encore moins le peuple français qui a une tradition de lutte révolutionnaire.

Conscients et toujours vigilants, le peuple du Kampuchéa et ses forces armées populaires sous la direction juste de leur organisation révolutionnaire, sont déterminés à aller de l'avant jusqu'à la victoire totale de la révolution, c'est-à-dire à construire un nouveau Kampuchéa sans classe et prospère doté d'une industrie et d'une agriculture moderne.

## Vénézuéla

### La Chine d'aujourd'hui est toujours la Chine révolutionnaire du président Mao

Une exposition de photos sur la vie du président Mao Tsé-toung s'est ouverte à Caracas organisée par l'association d'amitié Vénézuéla-Chine.

Y sont montrées 64 photos illustrant les luttes révolutionnaires que le président Mao Tsé-toung mena avant la fondation du Parti communiste chinois, dans les périodes de la première et seconde guerres civiles révolutionnaires, dans la guerre de résistance à l'agression japonaise, de la période de la troisième guerre civile révolutionnaire et en diverses périodes historiques après la fondation de la République populaire de Chine.

Beaucoup d'œuvres du président Mao y sont exposées.

Dans son discours d'ouverture, Victor Ochoa, premier vice-président de l'association Vénézuéla-Chine, a dit

qu'en organisant cette exposition, l'association était désireuse de permettre au peuple vénézuélien de comprendre la vie du président Mao, de renforcer les relations d'amitié entre les peuples Vénézuéliens et chinois et de rendre chère aux cœurs des Vénézuéliens la mémoire immortelle du président Mao, grand dirigeant du peuple chinois, et grand éducateur du prolétariat international et de tous les peuples et nations opprimés du monde.

Il a indiqué : « Avec une profonde perspicacité révolutionnaire et une grande sagesse, le président Mao a fait le bilan de l'expérience historique et pris les dispositions qui s'imposaient pour que son peuple ne souffre pas de sa disparition. »

« C'est pourquoi quelques mois avant son décès, il a nommé son

successeur, le dirigeant Houa Kou-feng, à qui il pouvait confier sans inquiétude les affaires de l'État et dénoncé les ambitions excessives d'une clique visant à usurper le pouvoir et toute la direction du parti communiste : je parle de la « bande des Quatre. »

« Ces cinq derniers mois, le peuple chinois a suivi l'orientation indiquée par le président Mao, et, sous la direction clairvoyante et correcte du parti communiste chinois, ayant à sa tête le président Houa, a mené la lutte résolue contre l'hégémonisme et soutenu la lutte révolutionnaire de tous les peuples du monde et en particulier de ceux des pays d'Asie, d'Afrique, et d'Amérique Latine, qui forment avec la Chine le tiers monde en lutte contre les deux superpuissances. »

## 21 février : unité des peuples du monde dans la lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme

Suite de la p. 1

Dans ce combat les peuples du monde, et particulièrement du tiers monde, renforcent leur solidarité et remportent des victoires éclatantes. Ils se tiennent notamment indéfectivement aux côtés des peuples, tels ceux de Palestine et d'Afrique australe, qui luttent les armes à la main pour conquérir l'indépendance et la liberté. Ils revendiquent avec énergie la fin de l'ordre international inique fondé sur le pillage et l'oppression de l'immense majorité de la planète par une poignée de riches, pour le remplacer par un nouvel ordre économique international fondé sur le respect de l'indépendance et l'égalité de tous les pays.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les diverses manifestations suivantes :

### PARIS

Différentes organisations étudiantes anti-impérialistes, parmi lesquelles l'ADEPEF (Pérou), l'AEOM (Madagascar), l'AGEG (Gabon), l'ASEC (Comores), l'UNECA (Centrafrique), l'UGET-CSP (Tunisie), l'UNEECI (Côte-d'Ivoire), l'UNEK (Cameroun) appellent à une série de manifestations anti-impérialistes, comportant un hommage au président Mao Tsé-toung, les 25, 26, 28 février, 1<sup>er</sup>, 3 et 5 mars à la Cité universitaire.

### RENNES

Semaine anti-impérialiste. Meeting le mercredi 23 février à 20 heures, salle de la Cité, à l'appel de la FEANF, L'Humanité rouge, la JCMLF et le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), avec la participation de l'Association médicale franco-palestinienne, la GUPS (Palestine), le comité SONACOTRA.

### VILLEURBANNE

Meeting le vendredi 25 février à 20 heures, Palais du Travail, place du docteur Lazare Goujon (films et débats), à l'appel de l'ASEC, l'AEOM, Le Travailleur tunisien, l'AGEG (Gabon), l'UNEK, l'UNEECI, l'UNECA, L'Humanité rouge, le PCR (ml), avec la participation de l'UGET, UNECAS (Côte d'Azur -Somalie), la GUPS.

### LILLE

Meeting le vendredi 25 février à 20 heures, Cité scientifique Annappes, bâtiment de maths, organisé par l'AGEG (Gabon), l'ASEC, L'Humanité rouge, la JCMLF, l'UNECA, avec la participation de l'UGET-CSP (Tunisie), la GUPS, les amis de la République arabe sahraouie démocratique, l'UNEECI.

## Grande-Bretagne

### Grève sauvage chez «British Leyland»

4 000 ouvriers de onze usines de la société automobile British Leyland ont déclenché lundi une grève sauvage qui menace à brève échéance toute la production. Les grévistes réclament l'uniformisation de leurs salaires et la reconduction de certains avantages réduits par la politique de limitation des salaires mise en place par le gouvernement travailliste.

Comme on s'en doute, cette grève est condamnée par le syndicat des métallos qui soutient ouvertement la politique gouvernementale d'austérité.

nouvelles intérieures

**Des «verts» dans le fromage municipal**

(Suite de la page 1)  
Le récent sondage de la SOFRES qui indique que 9 % des votants parisiens choisiraient des candidats écologistes réveille bien entendu le garde-champêtre qui sommeille dans tous les gérants actuels ou futurs du système capitaliste.  
Il s'agit de gagner des voix au second tour. Depuis D'Ornano qui se proclame avec cynisme «le ministre de l'écologie» (France-Soir du 21/02), en passant par Chirac, «Paris doit devenir une communauté vivante de village accueillant et actif» (déclaration du 21/02), jusqu'au PSU : «Il faut recréer les conditions d'une vie communautaire à Paris» (21/02), et au PCF qui présente une charte pour les espaces verts, de l'île de France, ce sont les mêmes accents stupides et mystificateurs.  
Pas plus que pour les autres fronts, la lutte contre la pollution ne passe par la soi-disant bataille électorale. L'action des masses dans ce domaine est incompatible avec la cuisine électorale de ceux qui sont appâtés par le fromage que représente la gestion des municipalités dans le système capitaliste. La lutte contre la pollution n'est qu'une partie intégrante du combat général et fondamental pour la Révolution prolétarienne et ne saurait s'y substituer.  
Quelles que soient les bonnes intentions, réduire la lutte pour le socialisme à la lutte «écologique» c'est du réformisme à 100 pour 100.

**Il nous intente un procès LES RELATIONS DE LE PEN (5)**

Quand le Front national se crée en 1972, Le Pen en est président aux côtés de dirigeants d'Ordre nouveau tels que Brigneau qui en est le vice-président. Celui-ci est raciste et en est fier. Il n'hésite pas à écrire : «Raciste ? Mais bien sûr. Autant par respect des autres races que par souci de la mienne. On peut travailler ensemble, s'estimer, s'aimer même sans qu'il soit souhaitable de se ressembler, de se fondre, de mêler ses sangs. Protégeons au contraire les différences, les particularismes. Opposons-nous au monde gris des mérités. Souvenons-nous de l'œuf. Quand on mélange le blanc et le jaune, tout devient jaune. Restons blancs.»  
Ce raciste, rédacteur en chef de «Minute» fut arrêté en 1945 pour sa collaboration avec les nazis. Il fait alors quinze mois de prison et est condamné à quinze ans d'indignité nationale.  
«Ordre nouveau» fait partie de l'internationale fasciste dont l'existence et les activités criminelles ont été mises en lumière ces derniers temps. Il participa en 1974 à une réunion internationale qui eut lieu à Lyon sous le patronage du dénommé Guérin-Sérac.  
Cette internationale s'est spécialisée dans les activités criminelles qui sont pour elle une source d'alimentation en fonds. En France, elle est responsable de l'enlèvement du PDG Hazan à laquelle participèrent plusieurs membres d'Ordre nouveau et qui fut suivie de règlements de compte sanglants. Elle est également à l'origine du casse de la Société générale de Nice. En Italie, elle organise de

nombreux attentats, enlèvements contre rançons, etc. Le juge Océrosio qui avait établi des liens étroits reliant les fascistes italiens et les auteurs de divers enlèvements, fut abattu.  
Guérin-Sérac qui est l'inspirateur de ces activités, après avoir opéré à partir du Portugal, est aujourd'hui en Espagne. Cet ancien de l'OAS a rédigé un manuel

du terrorisme mis en pratique en Italie notamment. Il a établi des rapports étroits avec le SAC à partir de 1968. Celui-ci s'occupa entre autres choses de lui fournir des passeports français vierges et authentiques en échange d'autres «services».  
Bref, tout un monde aux ramifications multiples et auquel Le Pen n'est pas étranger, loin de là.

**SIONISME ET MUNICIPALES**

Dans le journal électoral «Protection et renouveau de Paris», Dominati appelle les électeurs des 4 premiers arrondissements à assister à une projection gratuite du

film «Raid sur Entebbe» sance l'agression lancée par Israël contre l'Ouganda, au mépris du droit international, et l'assassinat de militants palestiniens.  
Ce que veut Dominati,

**RAID SUR ENTEBBE**

Le dimanche 27 février prochain, à 21 h 30, nous serons heureux de vous accueillir au Cinéma Rex pour une projection spéciale du film Raid sur Entebbe précédée d'une brève présentation.  
Pourquoi cette manifestation ? Elle vise à permettre à tous ceux d'entre vous qui n'ont pas encore le plaisir de prendre connaissance d'une production qui rend compte, avec un souci de vérité et de clarté, de ce qui s'est passé par tous, d'un épisode de l'histoire israélienne-égyptienne. Sur le plan de la performance technique comme sur celui de la volonté humaine.  
Ce sera aussi l'occasion pour vos élus et pour ceux qui comptent se présenter à vos suffrages, de préciser leur position sur une série de problèmes qui touchent nombre d'entre vous. Des événements si récents qu'ils ont fait qu'ajouter à l'urgence d'une clarification. Les mises au point nécessaires, les éclaircissements apparaîtront sans délai à partir d'un bref débat de présentation qui permettra, par ailleurs, d'approfondir le dialogue entre nous tous.



film «Raid sur Entebbe». Il s'agit, rappelons-le, d'un film racontant avec complai-

c'est gagner les voix de la population juive nombreuse dans ces 4 arrondissements en la prenant au piège d'une honteuse campagne pro-sioniste. Il veut semer la confusion et faire croire que tout juif est ou doit être pro-sioniste.

Ce que veut aussi Dominati, c'est condamner la juste lutte des peuples arabes, palestinien notamment. Sa haine se déchaîne en page 2 du même journal à propos de «l'affaire Abou Daoud».  
Une telle campagne au service d'un État raciste, fasciste et agressif est inadmissible ! Elle ne peut se développer impunément !

**Amis lecteurs achetez toujours l'Humanité rouge dans le même kiosque**

**Affaire De Broglie Les trafics du général**

On continue à parler de l'affaire De Broglie, dans laquelle la liste des noms des sous-fifres impliqués ne cesse de s'allonger.  
Le dernier en date n'est autre qu'un général, Pierre Tuffet, qui a été inculpé pour complicité de vente illégale d'armes.  
De quoi s'agit-il ?  
Tout a commencé quand il est apparu que l'arme qui avait servi à l'assassinat de De Broglie, était une des armes que l'armée vend après que théoriquement elles aient été réduites inutilisables. Elles sont alors considérées comme des armes de collection. Les opérations de «démilitarisation» sont vérifiées et attestées par un organisme dépendant de l'armée.  
L'arme du crime provenait de chez un armurier de Pontault-Combault qui en 1976 en a vendues 6 000 ayant la même origine. Ces armes ont été utilisées pour plusieurs hold-up. Toute avaient reçu des certificats attestant leur caractère «d'armes de collection». Ceux-ci avaient été établis par le contrôleur général Tuffet.  
Mais a-t-il agi pour son propre compte ?

**Un espion soviétique expulsé de France**

Une fois de plus, les sociaux-impérialistes russes viennent de montrer la réalité de ce qu'ils appellent la «détente» et le «développement des échanges culturels».  
On apprend en effet, que le 11 février dernier un fonctionnaire soviétique attaché à la section scientifique de l'UNESCO a été expulsé de France pour espionnage.  
Il a été arrêté alors qu'il prenait possession de documents concernant un nouveau système d'informatique pouvant être utilisé à des fins militaires.  
Cette nouvelle affaire, après de nombreuses autres ayant été découvertes ces derniers temps montre que la «détente» n'est pour l'URSS qu'une couverture derrière laquelle elle se livre à l'espionnage et à la subversion.  
Il semble d'ailleurs que la France soit une plaque tournante de l'activité d'espionnage soviétiques en Europe. L'ambassadeur d'URSS en France est un spécialiste de ce genre d'opérations.  
Il s'appelle Tchervonenko. Il était ambassadeur en Tchécoslovaquie lors de l'agression soviétique contre ce pays.

**Mitterrand chez ses amis sionistes**

Décidément, Mitterrand se rend fort souvent chez ses amis sionistes. Cette fois-ci, il va assister au congrès du parti frère au pouvoir en Israël. Car comme chacun le sait ce sont des socialistes bon teint qui dirigent actuellement l'État sioniste, dont les prisons sont à l'heure actuelle parmi les plus remplies du monde. «Dis moi qui tu fréquentes, je te dirais qui tu es», dit un vieux dicton de chez nous...

**Le PCF et le sport**

Un nouveau journal vient de paraître. Son nom : «Miroir». C'est une nouvelle publication des éditions Miroir sprint, juteuse affaire capitaliste contrôlée par le PCF.  
Mais ce qui intéressera les travailleurs du livre, c'est de savoir que ce nouvel hebdomadaire est imprimé en Belgique, comme d'ailleurs toutes les publications des éditions Miroir sprint. Et pendant ce temps, ces mêmes messieurs mènent campagne pour le rapatriement des travaux d'impressions effectués à l'étranger, présentant cela comme une solution au chômage des travailleurs du livre. Les paroles sont une chose, les actes en sont une autre.

**Quand Barre fait confiance au service d'ordre CGT**

Voici ce que nous avons lu dans ce journal généralement bien informé qu'est «Le Canard enchaîné» : «Informé des déploiements policiers mis en place à Lyon pour le protéger des manifestants ouvriers, Barre a râlé. C'est idiot ! Ces manifestations sont organisées par la CGT et, avec leur service d'ordre, on ne craint rien.»

**Pour l'amnistie générale des inculpés de Casablanca MOBILISER LES TRAVAILLEURS DANS LES SYNDICATS**

(Suite de la page 1)  
Les accusés n'entendaient pas plier, faire le jeu de ce simulacre de procès ; ils ont montré un courage extraordinaire. Ils ont utilisé toutes les possibilités et réussi à faire apparaître la réalité, et dans ce sens ils ont infligé une défaite au pouvoir.  
A cela il faut ajouter le redoublement des luttes dans les lycées (réprimés sauvagement : un mort au lycée de Marrakech), dans les facs, contre l'interdiction de l'UNEM, dans les transports (luttes extrêmement violentes des chauffeurs d'autobus)...

En France, la grande presse «démocratique» fait un silence pudique sur tout cela. Et comme au moment de l'exécution des 5 militants antifascistes du FRAP et de l'ETA, les dirigeants révisionnistes cherchent à cacher soigneusement que les inculpés sont des militants marxistes-léninistes. C'est sans eux — et contre eux — qu'il faut informer et mobiliser largement l'opinion publique. Des meetings ont déjà eu lieu en France, en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Suisse.  
Il faut lutter dans les organisations de masse, notamment dans les syndicats,

pour mobiliser la classe ouvrière et le peuple de France et que se développe un mouvement de masse exigeant l'amnistie générale des inculpés. C'est là une tâche d'internationalisme prolétarien. C'est une tâche qui incombe bien sûr aux marxistes-léninistes, mais aussi aux véritables organisations syndicales. Les dirigeants révisionnistes ont mis au rencart depuis longtemps cet aspect fondamental de la lutte de classe. Comme en septembre 1975 pour les antifascistes espagnols, que partout s'éleva le cri :  
«Amnistie générale pour les 176 !»



## Reims

23<sup>e</sup> jour de grève aux Assurances Générales de France

## UNITE DANS LA LUTTE !

Les employés des Assurances générales de France (400 employés) sont en grève du zèle (grève suivie à 65 %) depuis maintenant 23 jours : les travailleurs passent un quart d'heure sur un dossier au lieu de 5 minutes habituellement. C'est ce qui s'appelle faire passer la «qualité» avant la «quantité».

Les syndiqués CGT, CFDT et FO et les non-syndiqués sont dans la lutte sur les revendications suivantes :

— Contre la baisse de leur pouvoir d'achat, ils demandent 300 F par mois pour tous.

— Pour l'application du régime de classification adopté en 1971, avec rappel de salaires. (La classification signée par les patrons en 1971 n'a pas été appliquée).

— Contre les cadences encouragées par la direction (augmentations de salaire en fonction du nombre de dossiers faits en une journée).

— Contre le cloisonnement du travail.

Tenant de briser l'unité des travailleurs, la direction et certains cadres font courir de faux bruits et font ouvertement des pressions et des menaces sur les employés des services qui ne font pas grève. «Si vous faites grève, c'est à vos risques et périls».

«Cette grève est illégale».

Belle légalité que celle des patrons qui n'appliquent même pas les accords de salaires qu'ils ont signés en 1971!

«Dans l'intérêt de la compagnie, vous avez intérêt à reprendre le travail normalement».

Les travailleurs ne sont pas dupes, les intérêts de la compagnie ne sont pas les leurs!

L'argument final des patrons étant : «De toute façon, nous ne pouvons pas

augmenter vos salaires, M. Barre nous l'a interdit!»

Comme si «Monsieur Barre» ne faisait pas lui-même ce que lui dicte les patrons, l'État capitaliste étant entièrement à leur service. Est-ce que le salaire de M. Pleskof (PDG des AGF) qui gagne 11 millions d'anciens francs par mois est bloqué?

La direction fait également des menaces de réduction de salaires. «Puisque vous ne faites que la moitié du travail, vous ne touchez que la moitié du salaire».

Des menaces de répression des travailleurs les plus combattifs circulent dans les services.

A l'heure où les directions syndicales appellent à des journées de grève de 24 h bidon, pour démobiliser les travailleurs, les employés des AGF en lutte montrent avec d'autres, la véritable façon de lutter contre le plan Barre.

Correspondant HR avec une employée des AGF.

D'autres agences sont également en grève pour les mêmes revendications : Marseille, Tours, Bordeaux, Paris. Pour démobiliser les employés de Reims, la direction a essayé de leur faire croire qu'à Paris, la grève était terminée. Pour faire échec à ces manœuvres de division, une rencontre des délégations des différentes agences était organisée à Paris jeudi 3 février dans la cour des AGF. Les délégations ont été accueillies par 2 000 employés de Paris avec un enthousiasme (chants, danses, slogans...) et une combativité qui démentaient tous les faux bruits de la direction. Un fois de plus, l'expérience montre que seule la coordination des luttes, l'unité des travailleurs à la base et dans l'action peut renforcer leur combativité et déjouer les manœuvres des patrons.

## Saône et Loire

## GREVE DES STAGIAIRES DE L'HOPITAL D'AUTUN

## UN ASPECT DE LA MEDECINE CAPITALISTE !

Les stagiaires internés sont des étudiants en médecine de 7<sup>e</sup> année qui effectuent cependant 1 an de stage dans les hôpitaux dits périphériques. En l'absence d'internes en titre, à Autun il y avait 11 étudiants employés en qualité de «faisant fonction d'inter-

nes». En octobre, ils étaient payés 1 273 F par mois alors que leurs collègues de Saône-et-Loire étaient payés plus de 2 100 F pour le même travail et les mêmes responsabilités. Ils ont donc demandé à être alignés sur leurs collègues. Après 3 mois de discussions sans résultats ils sont partis en grève le mardi 8 février (ils n'assuraient que les urgences).

Après 3 jours de grève et de pressions de type policières de la part de la direction, le chef de service est allé voir le doyen de la fac de médecine et il est revenu en disant que si la grève ne cessait pas immédiatement, les grévistes ne pourraient pas passer les derniers examens pratiques de fin d'études ! La grève a alors cessé.

Il faut signaler que pratiquement tout le personnel

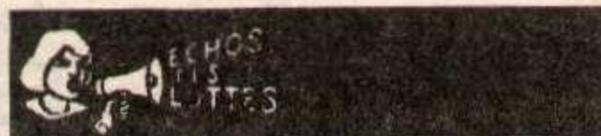
de l'hôpital, qui travaille dans des conditions lamentables notamment au point de vue du nombre, soutenait le mouvement de grève :

## «LA SECURITE DES MALADES JE M'EN FOUS !»

A l'hôpital d'Autun, le personnel est tellement restreint qu'un jour un malade sous respirateur artificiel a failli mourir. Quand les internes et une infirmière, outrés, sont allés protester auprès du directeur, expliquant que dans ces conditions ils ne pouvaient assurer la sécurité des malades, le directeur a répondu : «Je m'en fous, je suis couvert par le préfet!». Sans commentaires...

n'ayant encore jamais osé se révolter, ils étaient heureux de voir qu'il y en avait qui osaient «emmerder le directeur». De plus les familles des malades qui ont discuté avec les grévistes les soutenaient aussi, car elles étaient persuadées qu'ils gagnaient au moins 3 000 F par mois et elles estimaient que leur salaire était «honteux».

Cette histoire n'est qu'un tout petit aspect de la médecine capitaliste. Mais elle montre bien que si vous ne montez pas dans la hiérarchie médicale, si vous n'êtes pas chef de service, ou si vous ne vous mettez pas du fric plein les poches sur le dos des malades, le capitalisme ne vous sert qu'un salaire de misère et vous conseille de faire des remplacements de médecins installés.



## Clermont-Ferrand

## La grève s'étend à la SCPC

Alors que l'usine SCPC est toujours occupée, à l'appel des sections syndicales CFDT et CGT, alors que le conflit s'éternise et que la direction ne paraît même pas en commission paritaire, c'est maintenant le groupe tout entier qui entre en conflit dans les différentes usines de France.

Le secteur plastique de ce groupe comptait trois usines (SCPC, Offranville et Meaux).

A l'appel des sections CFDT, CGT et FO, l'usine d'Offranville, vers Dieppe (600 ouvriers) a arrêté totalement le travail, depuis le mercredi 10 février et l'usine ne tourne donc plus.

L'usine de Meaux vient également d'arrêter le travail.

Le secteur métal du groupe, qui compte plus d'une dizaine d'usines en France, est également dans l'action.

Les travailleurs de SCPC s'associent et soutiennent l'action qui se développe dans le groupe. Une délégation de SCPC va se rendre à Offranville dans ce sens-là.

La CFDT vient de mettre en place une liaison de trust pour faire face à la situation et coordonner l'action au niveau national : une réunion se tiendra pour cela, dans les prochains jours, à Nantes.

La CFDT et la CGT demandent aux travailleurs de continuer l'action et rappellent qu'une assemblée générale se tient, tous les lundis, dans les locaux de l'usine SCPC toujours occupée.

Communiqué CGT/CFDT.

## Bayonne

## Grèves à Conte sur le problème des intempéries

Sur le chantier de Capbreton, jeudi 10 février, les ouvriers refusent de travailler sous la pluie. En début d'après-midi, à 13 h 30, le chef leur refuse le droit de se remettre au travail alors que le temps s'est remis au beau. A 14 h 30, il leur signifie qu'ils doivent reprendre le travail, mais qu'ils ne seront payés que 2 h 30.

Les ouvriers demandent le paiement de la matinée passée en intempérie, plus l'heure pendant laquelle il leur a été refusé de travailler. Le patron a fait la proposition de paiement des 2 h 30 en intempérie. Pas de possibilité d'accord avec la direction, les ouvriers décident la grève. Une grève de solidarité est décidée sur l'ensemble de l'entreprise. Vendredi 11, à l'issue de l'assemblée générale réunissant l'ensemble des travailleurs, il est décidé de faire un rassemblement lundi matin (le 14) devant le siège de l'entreprise pour présenter à la direction un cahier de revendications, exigeant notamment le paiement total des heures de grève et d'intempéries.

Communiqué CFDT - Extraits.

## Suresnes

## Et s'ils étaient au pouvoir ?

«A la veille de l'accession éventuelle de la gauche au pouvoir, 60 travailleurs sociaux salariés de l'Association médico-pédagogique de Suresnes s'interrogent : M. Pontillon, notre employeur, secrétaire national du PS, maire de Suresnes (...) parle de démocratie et de justice sociale. De la théorie à la pratique que se passe-t-il ? Il supprime notre comité d'entreprise qu'il avait officiellement entériné en 1971», souligne un communiqué CFDT. Après de nombreuses démarches, la section syndicale est sur le point de faire céder Pontillon.

Le communiqué déclare également : «Nous refusons de tels agissements contraires à l'idée socialiste à laquelle nous adhérons et nous affirmons notre volonté de défendre nos droits de travailleurs.»

QUAND VOUS AVEZ LU  
LE QUOTIDIEN  
FAITES-LE LIRE AUTOUR  
DE VOUS

## GUILLOUARD NANTES

Les 500 travailleurs de l'usine métallurgique Guillouard à Nantes, ont arrêté le travail jeudi dernier pour protester contre les licenciements de 31 travailleurs, pour «raisons économiques».

Le débrayage a été fait à l'appel des syndicats CGT-CFDT.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant des développements possibles de cette action.



Chez Delecourt près de Tourcoing

## Les travailleurs immigrés à la pointe du combat

Chez Delecourt, (petite entreprise de céramiques à Neuville en Ferrain, près de Tourcoing, une centaine d'employés), 60 travailleurs immigrés (Algériens et marocains) ont fait grève pour le 13e mois et le complément familial, contre un patron fasciste qui prétend être libre de «récompenser», par des primes de fin d'année, les travailleurs qui l'ont «mérité».

C'est en janvier 76 que les travailleurs immigrés ont décidé de s'organiser en section, syndicale CGT, pour s'opposer à l'exploitation féroce dont ils étaient victimes.

Depuis, c'est souvent par la grève qu'ils ont obtenu satisfaction de leurs revendications : limitation et paiement (oui, paiement !) des heures supplémentaires,

Parqués par deux dans des baraques en aggloméré de 3,50 m sur 1,90 m sur un terrain juste à côté de l'usine, le patron, qui peut les surveiller de son bureau (un bureau conçu comme une résidence secondaire genre «fermette»), leur prélève 40 centimes de l'heure pour un loyer qu'il déclare «gratuit». Le fuel pour le chauffage est contingenté

Voilà comment le faux parti communiste «soutient».

Ils abusent de la situation de nos camarades immigrés et ne font rien pour assurer la solidarité concrète des travailleurs; ils «placent les cartes».

Pierron, dirigeant régional, disait : «Il faut appliquer la loi anti-raciste», «nous en 78 nous serons pouvoir»... etc.

la lutte et dans la lutte que se crée un rapport de forces favorable.

**Pour gagner, il faut connaître ses ennemis !**

Delecourt ignorait l'existence même de la Convention collective : c'est la grève qui lui a imposé cette réalité. Le «droit de grève» est inscrit dans la constitution, mais, dès le premier jour, les CRS sont venus imposer la «liberté du travail» et ont enfoncé le picquet de grève.

La loi, dont parlent tant les révisionnistes, interdit aux employeurs d'embaucher des briseurs de grève; pourtant, Delecourt a déjà embauché huit intérimaires pour un ou deux mois.

Les révisionnistes veulent sauvegarder les petites et moyennes entreprises contre les monstres du grand capital; par ailleurs, ils claquent à corps et à cris pour la défense de l'outil de travail. Eh bien, ce sont les arguments employés par Delecourt et Cie : présentation de l'outil de travail «menacé» par la grève d'«irresponsables», lutte d'une PME pour survivre. Par quels moyens ?

Par la surexploitation d'une catégorie de travailleurs, nos frères immigrés.

**Dernière minute :** nous venons d'apprendre que les grévistes ont gagné sur les points suivants : le 13e mois, le complément familial, 1 % d'augmentation des salaires.

Correspondant HR.



mensualisation, primes de 100 F. Ils revendiquent le complément familial parce que Delecourt persiste à les déclarer comme «célibataires». C'est grâce à eux que tout le personnel a obtenu 8 % d'augmentation en septembre, puis l'obtention d'une prime de salissure de 100 F en novembre. Tous y ont gagné quand Delecourt a dû reconnaître et commencer à faire appliquer la convention collective qu'il prétendait «ne pas connaître».

**Le racisme, arme des patrons !**

La lettre des 32 non grévistes réclamant de chasser ces étrangers fauteurs de trouble est une manœuvre de plus du patron pour diviser les travailleurs : d'ailleurs cinq des signataires ont avoué avoir signé sous la menace de licenciement.

Les grévistes de chez Delecourt font front dans des conditions d'exploitation et d'oppression inouïes.

à 30 litres par semaine, et il faut aller le chercher à 500 m, dans l'usine.

Question sécurité, à 20 m des baraques, il y a une immense citerne, de gaz naturel. Bien sûr, le droit de visite n'existe pas.

**Français-immigrés même droit, même combat**

Qu'un prisonnier brise l'une de ses chaînes, et le voici d'autant plus fort pour briser les autres. L'absence de droits pour les immigrés est la première des chaînes à briser, voilà pourquoi il faut que leurs revendications soient satisfaites.

On pourrait voir, dans la manifestation organisée par les grévistes à Neuville-en-Ferrain, une bande-roule plus grande que celle des grévistes, portant : «Section locale du PCF de Roubaix». Et le 23 janvier, «Liberté», quotidien des révisionnistes du Nord, était fier d'annoncer que quinze cartes avaient été placées chez les grévistes.

En système capitaliste, il n'est pas de loi qui ne soit bafouée, si c'est nécessaire, par les patrons ou par leurs flics. Seul un rapport de forces permet leur application partielle et momentanée.

Les révisionnistes, par leur politique électoraliste, voudraient cacher que c'est par

Mesnel (Carrières-sur-Seine)

## COMME LA CORDE SOUTIENT LE PENDU

Nous avons, dans notre édition d'hier, fait le point sur la grève des travailleurs de chez Mesnel, à Carrières-sur-Seine. Dans le journal du PCF «Yvelines renaissance» du 16 février, on peut lire que Séleskovitch, éminent révisionniste, conseiller général PCF du coin, est allé voir le PDG pour apporter son «soutien» aux revendications des grévistes. Dans sa déclaration, il dit à propos de la semaine de travail : «Il serait normal que, dans une première phase immédiate et sans perte de salaire, vous la réduisiez à 43 heures au moins.» Quand on sait que la semaine est actuellement à Mesnel de 43 h 45 et aussi que les grévistes exigent 40 heures... on voit que cela s'appelle soutenir, comme la corde soutient le pendu !

Séleskovitch n'est pas le seul révisionniste à être allé «soutenir» les grévistes. Pasquier, conseiller municipal PCF de Houilles (la municipalité voisine) est allé à la porte de l'usine et les «communistes de Carrières» sont allés «rendre visite aux travailleurs en lutte». Pourquoi tous ces «soutiens» et

toutes ces visites de courtoisie ? Ne serait-ce pas parce que le PCF, tout fier d'avoir maintenant un conseiller général en la personne de Séleskovitch, rêve aujourd'hui des mairies de Houilles et de Carrières ? En tout cas, s'il s'agissait d'un vrai soutien... ça se saurait !



## APPEL DE SOUTIEN AUX GREVISTES DE LA SONACOTRA

A l'appel du Comité de coordination des foyers SONACOTRA en grève, en 1976, une pétition de soutien aux résidents en lutte, adressée à Dijoud, secrétaire d'État chargé des travailleurs immigrés, avait regroupé 10 612 signatures. Après les expulsions des 18 délégués dans leur pays d'origine, une nouvelle pétition, adressée au président du conseil d'État regroupe 5 647 signatures pour demander le retour de nos camarades expulsés et l'arrêt de toute poursuite judiciaire. Nous publions ici l'appel déjà signé par de nombreuses personnalités juridiques, littéraires, artistiques, universitaires, religieuses, politiques et syndicales.

Les signatures continuent d'être centralisées à la FASTI, 4, square de Vitruve - 75020 Paris.

### APPEL

Depuis deux ans, des milliers de résidents des foyers SONACOTRA sont en grève pour protester contre des conditions de logement inacceptables.

Ils ont élu une structure de coordination de la lutte et ils se sont regroupés autour d'une plate-forme revendicative dont les points principaux sont les suivants :

- diminution des loyers de 100 F (blocage des loyers)
- reconnaissance du statut de locataire
- reconnaissance des comités de résidents et du comité de coordination élu par les résidents des foyers.

Les autorités concernées ont toujours refusé de négocier. Par contre, au mois d'avril 76, le ministre de l'Intérieur expulsa, employant la procédure d'urgence, 18 responsables du mouvement. Il faut attendre le mois de septembre pour que le ministre de l'Intérieur tente de justifier ces expulsions et on attend toujours que les recours déposés au conseil d'État soient examinés.

Le 14 juin 76, des résidents des foyers portent plainte contre la société SONACOTRA pour pratique de prix illicite. Cette plainte n'est toujours pas instruite. Par contre, des procédures de saisie-arrêt sont menées d'urgence contre les résidents pour non-paiement des loyers, et le tribunal de Montreuil a déjà statué pour la saisie-arrêt.

Les personnalités soussignées dénoncent la justice à deux vitesses.

Elles demandent :

- que le recours soit examiné très rapidement par le conseil d'État
- que la plainte pour pratique des prix illicite soit instruite
- l'arrêt de toute poursuite judiciaire contre les résidents et l'ouverture de véritables négociations avec le comité de coordination.



informations générales

# DEFENSE D'INTERETS CORPORATISTES OU DEFENSE DU DROIT A LA SANTE POUR LES TRAVAILLEURS

Dans le conflit qui oppose les médecins à la Sécurité sociale, qui sont les «otages» ?

Les médecins menacés de sanctions pour avoir violé la convention en pratiquant la grève des tarifs, «grève» qui a rapporté gros aux «grévistés» ou les assurés ?

Pour les travailleurs, la réponse est sans ambiguïté : les travailleurs ont payé le coût de cette «grève» onéreuse, 4 F par visite, non remboursés par la Sécurité sociale. Avez-vous calculé l'augmentation horaire que cela fait pour les soi-disant grévistes ? Combien de journées de grève faut-il tenir dans une usine pour obtenir satisfaction à des revendications de l'ordre de 200 F pour tous immédiatement ? Quand encore les forces dites «de l'ordre» ne viennent pas interrompre violemment l'opération...

Ainsi donc, prenant les assurés comme otages, ils ont obtenu gain de cause : la Sécurité sociale a cédé, levant même les sanctions (déconventionnement) ; le chantage aux assurés marche bien. Il faut dire que la menace faite par les médecins était grave.

Ils étaient prêts à entreprendre une grève administrative. Ils auraient fait payer les consultants (la grève n'était pas au niveau de l'encaissement !) mais ne leur auraient pas rempli les papiers pour être remboursés...

Avoir imaginé un tel système montre le haut degré de conscience professionnelle de ces médecins défenseurs de la médecine libérale — qui selon leurs discours prend en compte les intérêts des malades-clients.

Nous dénonçons ces pratiques qui font des malades des otages !

Nous dénonçons la médecine libérale, médecine à l'acte qui transforme les malades en clients, médecine du rendement, source de profits considérables pour ceux qui la pratiquent et qui coûte cher à ceux qui la subissent. Et nous sommes

tous des malades en puissance ! Le marché de la santé est immense...

La Sécurité sociale vient de relever les tarifs et d'annuler les sanctions : elle qui

mentent — le prix de l'assurance grimpe : les cotisations ont augmenté.

Nous payons de plus en plus cher notre droit à la

le marché de l'assurance permet une spéculation énorme, sur la vie, sur la maladie, l'invalidité, la mort...

Seul le pourcentage de la prise en charge par la Sécurité sociale de la part de l'assuré n'augmente pas ! Il va même baisser, selon la réforme en préparation.

Qui pourra se faire soigner ? Comment les familles des travailleurs s'en sortiront-elles ?

La Sécurité sociale ne peut servir les intérêts des médecins et du patronat (ceux qui ne paient pas leurs dettes, les assureurs, les trusts, et tous les autres...) et ceux des travailleurs.

Cet appareil, entièrement financé par les travailleurs échappe à leur contrôle : il garantit profits et gains aux exploités de la santé.

Les travailleurs ne veulent pas être des «otages» !

Nous saurons défendre nos intérêts !

Nous revendiquons le droit à la santé pour tous et non plus pour une poignée de privilégiés.

Nous voulons une médecine qui ne soit plus une médecine à l'acte : nous voulons une médecine gratuite.

Nous savons que, seul un changement de régime permettra, par l'instauration de la dictature du prolétariat, d'en finir avec cette médecine du capital et de mettre en place un système de protection sanitaire et sociale efficace pour tous.

Correspondant HR et un groupe de lectrices.

## LES MEDECINS, LE POUVOIR ET LES TRAVAILLEURS EXPLOITES

La lettre que nous publions dénonce l'action syndicale corporatiste menée par un certain nombre de médecins dans le cadre de la Confédération syndicale des médecins de France (CSMF), la plus importante organisation de médecins.

Après avoir pratiqué des tarifs plus élevés que ceux fixés par la Convention de 1976 avec la Sécurité sociale et ceci sur le dos des assurés sociaux 236 de ces médecins avaient été menacés de «déconventionnement».

La CSMF avait envisagé une «grève administrative» consistant à ne plus remplir les imprimés, ôtant ainsi aux malades la possibilité de se faire rembourser.

Pour apprécier une telle attitude il convient d'abord de rappeler que le principal responsable du fonctionnement de la «Santé» c'est le pouvoir des monopoles qui impose une médecine capitaliste que ce soit à l'hôpital comme en «libéral».

C'est bien lui qui réduit le budget de la santé dans tous les domaines et qui incite les médecins installés à pratiquer une médecine à la chaîne. Face à cette politique du pouvoir qui touche avant tout les couches laborieuses et exploitées de la population les médecins ont à prendre position. Soit ils continuent à essayer d'exercer leur métier du mieux possible, quitte à perdre quelques avantages, ce qui ne les empêchera pas de garder des conditions de vie plus que «décentes». Soit ils cherchent à profiter au maximum du système en défendant de façon étroitement corporatiste leurs privilèges.

C'est cela qu'il faut avoir à l'esprit en se gardant de mettre dans un même sac tous les médecins comme s'il y avait un «corps médical» homogène.

santé en étant couverts au minimum et de plus en plus mal.

Par ailleurs, la réforme en cours nous mettra dans l'obligation de nous assurer individuellement auprès de compagnies privées pour qui



prétend défendre les intérêts des assurés vient de céder à cet ignoble chantage.

Le coût des soins pèsera de plus en plus lourd dans son budget, mais ce sont les «Français-mangeurs de médicaments» qui sont les responsables du déficit... Du trou creusé par la dette patronale, personne ne parle...

C'est l'escalade : — les tarifs des soins aug-



NI PLAN BARRE, NI PROGRAMME COMMUN !

Le 25 FEVRIER à Brest  
Maison des syndicats à 20h30  
MEETING DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

ACTION REVOLUTIONNAIRE  
DES MASSES !  
REVOLUTION SOCIALISTE !



— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique

Je demande à adhérer à l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante\* :

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Signature .....

\* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.

## Seveso

# La dioxine serait responsable de plusieurs cas de malformations graves

D'après un médecin italien, le docteur Mario Miédico, le nuage toxique de dyoxine échappé en juillet dernier de l'usine «Ic-mesa» de Seveso, près de Milan, pourrait être à l'origine de malformations graves chez plusieurs nouveaux-nés de la région contaminée.

Un nouveau-né dont la mère a séjourné dans la zone «A», la plus contaminée, est atteint d'une malformation du palais et un autre bébé d'une malforma-

tion du gros intestin.

Le docteur Miédico a affirmé que «leurs parents auraient subi des pressions pour ne pas parler», et il semble qu'ils aient été transférés dans des hôpitaux d'autres villes. Plusieurs médecins font remarquer que de telles malformations sont fréquentes chez des enfants vietnamiens qui ont été victimes de la dioxine lors de «la guerre chimique spéciale» à laquelle s'est livré de façon criminelle l'impérialisme américain.

# Les paysans de Naussac n'ont pas confiance en la justice du pouvoir

Le décret d'utilité publique du barrage de Naussac est contesté par les paysans car il contient des illégalités : un des trois experts a reçu des pots-de-vin de la SOMIVAL, et les délais ne sont pas respectés.

Sachant que le Conseil d'Etat ne défendra que les intérêts du capitalisme, et sans attendre le résultat des délibérations qui ont eu lieu le mercredi 16 février, les paysans de Naussac ont occupé pendant la journée la

mairie de Langogne (chef-lieu du Canton).

D'autre part, dans la nuit du même jour, l'immeuble de la SOMIVAL à Clermont-Ferrand a subi une violente déflagration. D'après le journal «La Montagne», la police pense que ce sont des opposants marginaux qui en sont responsables. La nouvelle a été très appréciée par les habitants de Naussac et de la région.

Correspondant HR

Réunion-débat  
VENDREDI 25 février 1977  
à MARTIGUES  
Mairie annexe de Croix-Sainte  
Ce que proposent les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge

# AMFP : une campagne de soutien à la résistance palestinienne

L'Association médicale franco-palestinienne vient de tenir une assemblée générale de ses militants se dotant d'une plate-forme politique concrétisant son soutien à la juste cause du peuple palestinien.

Dans ce cadre, les sections parisiennes de l'AMFP se sont retrouvées récemment pour définir les modalités concrètes de leur action.

Après le récent assassinat de Mahmoud Saleh, la scandaleuse affaire Abou Daoud, le plasticage de la Librairie Palestine — qui est également le siège de l'AMFP — celle-ci a décidé d'animer au niveau national une campagne de dénonciation du terrorisme sioniste en France, campagne qu'elle replacera dans le contexte plus large du soutien à la lutte du peuple palestinien en apportant des explications sur sa cause.

Cette campagne entend s'orienter principalement en direction des masses populaires françaises.

Pour cela l'AMFP a décidé l'édition d'une affiche et d'un tract centraux, et l'organisation de réunions de quartiers destinées à toucher le maximum de travailleurs et à déboucher éventuellement sur la création de nouvelles sections.

Elle impulse également une souscription nationale destinée à rassembler les fonds nécessaires pour la restauration et la protection des locaux de la Librairie Palestine destinée à permettre sa réouverture.

Pour tout contact, écrire à :  
AMFP  
24, rue de la Réunion  
Paris 20e.  
Adresser les souscriptions à :  
AMFP CCP 34 521 83  
La Source.



## LE SECOND FESTIVAL ARTISTIQUE ET CULTUREL DES NOIRS ET DES AFRICAINS S'EST TERMINE A LAGOS

Dernièrement a eu lieu à Lagos la clôture du Second Festival artistique et culturel des Noirs et des Africains. La cérémonie a commencé par l'entrée d'une dizaine de milliers d'artistes, chantant et dansant en costume national, venus de plus de cinquante pays africains ou appartenant à des organisations de Noirs d'autres pays ainsi que des mouvements de libération nationale de l'Afrique australe, ils agitaient les drapeaux du festival et portaient des pancartes où était inscrit : «Vive l'unité africaine» tandis que acclamations et applaudissements chaleureux ne cessaient de monter de l'assistance.

Dans son discours de clôture, Olusegun Obasanjo, chef d'État nigérian a dit : «La fête nous a permis de voir et de comprendre que notre solidarité et notre unité reposent sur des bases solides. Il est nécessaire de renforcer notre solidarité par une prise de conscience culturelle qui nous permettra de consolider et de déve-

opper dans une certaine mesure les progrès politique, économique et social de notre peuple», a-t-il indiqué.

Et il a ajouté : «Nos efforts visant à la libération économique seront vains tant que nous vivrons sous le joug culturel et mental de l'impérialisme.»

Obasanjo a annoncé que le gouvernement fédéral nigérian avait décidé de construire un musée d'art et de civilisation noirs et africains. A la cérémonie de clôture on a aussi lu le rapport général adopté par une session plénière du séminaire.

Ce rapport dit : «La session affirme la nécessité de parvenir à une totale libération culturelle, à une maîtrise totale de notre propre héritage culturel par nos peuples et de chercher des moyens d'enrichir cet héritage et de le transmettre de génération en génération à travers l'éducation.»

Les participants sont d'accord que «nous devons apprendre les langues, les arts, les littératures et les traditions historiques qui



La nécessité de parvenir à une maîtrise totale de l'héritage culturel passe par l'alphabétisation.

nous sont propres...», et le rapport ajoute qu'il est nécessaire de «les pratiquer dans notre vie courante pour qu'ils prennent une nouvelle façon de l'expression de notre identité.»

Le séminaire s'est ouvert le 31 janvier, y étaient pré-

sents plus de 700 participants de 50 pays et organisations internationales dont 335 délégués officiels et le reste, observateurs.

Voilà un pas de plus des peuples d'Afrique vers leur unité dans la lutte anti-impérialiste et antihégémonique.

culturel

Vu au cinéma

## LE PRETE-NOM de Martin Ritt

Entendons-nous bien : il s'agit là d'un film de dénonciation bien radicale de la pseudo-«démocratie» de l'impérialisme US. Mais c'est néanmoins un témoignage éclairant, Ritt et les principaux acteurs ayant été, il y a 20 ans, victimes des faits montrés.

De 1947 à 1955, l'administration fasciste Truman-Mac Carthy-Eisenhower se livra à une infâme «chasse aux sorcières» contre tous ceux qui, aux USA, pouvaient ressembler à des progressistes, ou, «pire» encore, à des communistes : déléguations et faux-«aveux» forcés, interrogatoires hystériques, licenciements, procès et incarcérations, contraintes à l'exil, se succédèrent dans divers milieux, notamment dans les professions du cinéma, du spectacle, de

quête sur les activités anti-américaines et pro-communistes» (Losey, Mac Carey, Dassin, Bibermann, auteur du presque unique film prolétarien américain qu'est «Le sel de la terre»), d'autres les dénoncent à tour de bras, et sortent des kilomètres de navets anti-«rouges» et anti-soviétiques d'une incroyable frénésie fasciste; ainsi Wellman, Hathaway, Dmytryk, Mamoulian, Wayne (déjà), et, le plus connu, Kazan.

Le film de Ritt, qui commence sur quelques images de militaires yankees écopés, de retour de leur défaite cinglante en Corée, révèle tout ceci explicitement. Ceci dit, même si l'essentiel du propos porte bien là-dessus, trop d'importance est accordée à l'intrigue individuelle, à son



L'écrivain célèbre (à gauche) demande au petit caissier (W. Allen) de signer ses scénarios.

l'activité intellectuelle. Entre autres, le chanteur progressiste noir Paul Robeson est poursuivi, pour son amitié avec l'URSS alors socialiste, les époux Rosenberg sont odieusement assassinés l'«épuration» fait rage partout.

Evidemment, c'est l'époque de la «guerre froide», et les progrès notables des luttes de libération, de l'édification du camp socialiste, la libération de la Chine, la résistance du Mouvement communiste international aux premiers assauts du révisionnisme, ne sont pas pour rien dans ce déchaînement.

Pour la première fois, et de façon éclairante, on peut discerner que la machine l'Hollywood, machine économique énorme, (4<sup>e</sup> branche industrielle US en 40), machine à intox de l'idéologie bourgeoise sous sa forme concentrée («american way of life»), est aussi une formidable machine de guerre de l'impérialisme à l'époque le plus puissant et le plus meurtrier.

Car si certains sont pourchassés par la sinistre «Commission parlementaire d'en-

côté parfois cocasse (puisqu'il s'agit d'un barman qui place le travail de scénariste chômeurs inscrits sur la liste noire), et l'on ne se rend pas bien compte que le Maccarthysme n'a nullement été un accident, une «aberration passagère» dans l'histoire de l'impérialisme US.

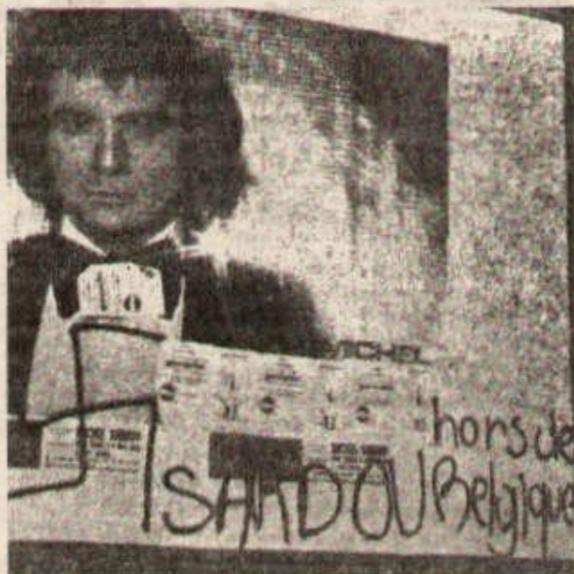
Malgré ces limites, voici un film qui appartient à un certain courant récent digne d'intérêt dans le cinéma US, et illustré par des cinéastes tels que Pakula («Les hommes du président»), Altman (dénonciateur du mythe colonialiste du western dans «Buffalo Bill et les indiens»), Penn («Little big man», contre le génocide du peuple indien) ou Pollack (pourfendeur de la crise de 29 dans «On achève bien les chevaux», et lui aussi auteur d'un film sur la «chasse aux sorcières» : «Nos plus belles années», critère important, ce courant, aux côtés d'acteurs comme Newman, J. Fonda, W. Beatty, a joué un rôle appréciable dans le mouvement anti-guerre d'Indochine.

Un lecteur

## LES MESAVENTURES D'UN CHANTEUR FASCISTE EN BELGIQUE



Vendredi soir les manifestants ont empêché le fasciste Sardou de pénétrer au Forest National, salle où il devait donner son récital. C'est penaud et sous la protection de ses gorilles et des flics qu'il a enfin pu entrer dans la salle sous la huée des manifestants qui criaient «Sardou fasciste, raciste, assassin, violeur.»



# l'Humanité Rouge

## A LA MEMOIRE DU CAMARADE CHOU EN LAI

S'il est important aujourd'hui de célébrer la mémoire du camarade Chou En-lai c'est que du temps où la bande des Quatre détenait des responsabilités importantes à la tête du Parti communiste chinois, les manifestations spontanées de centaines de millions de travailleurs chinois pour honorer sa mémoire avaient été sabotées par ces anciens dirigeants. Ainsi, depuis plus d'un mois, de grandioses manifestations de souvenir se sont déroulées dans toute la Chine, de très nombreuses organisations marxistes-léninistes dans le monde ont envoyé des messages au Comité central du Parti communiste chinois, ont publié des articles à sa mémoire dans leurs presses, des revues et personnalités du monde entier et en particulier du tiers monde ont réaffirmé l'immense admiration qu'ils avaient éprouvée pour ce grand dirigeant disparu.

Tous les jours la presse chinoise publie des témoignages de travailleurs sur la vie de Chou, sur sa gentillesse, son dévouement, son amour pour le peuple, mais aussi sur sa fidélité sans failles à la ligne politique du président Mao.

C'est lui qui, en 1955, représente la République populaire de Chine à la Conférence de Bandoung, conférence qui revêtait une importance particulière car c'était la première de ce genre uniquement convoquée par les pays du tiers monde d'Afrique et d'Asie, sans la participation des pays impérialistes et colonialistes. Au cours de cette conférence, il appellera les pays du tiers monde à renforcer leur unité pour combattre ensemble les ennemis communs, contribuant ainsi à échaffauder la grande unité du tiers monde contre l'impérialisme et l'hégémonisme. Délégué du PCC au 22e Congrès du PCUS, c'est Chou En-lai, fidèle représentant du parti et de la ligne révolutionnaire du président Mao, qui prend la défense de l'héroïque Parti du Travail d'Albanie, vicieusement attaqué par Krouchtchev et sa clique.

Durant toute la Grande Révolution culturelle prolétarienne c'est encore lui qui soutient fermement dès le début le mouvement des Gardes rouges. Il réhabilite lui-même les gardes rouges et autres révolutionnaires qui sont ravalés au rang d'«éléments contre-révolutionnaires» sous la ligne réactionnaire appliquée par Liou Chao-chi.

Il mène également des luttes résolues contre Lin Piao et la bande des Quatre, qui par leurs méthodes de travail ainsi que leurs esprits scissionnistes et comploteurs sabotaient objectivement la Révolution culturelle.

Dans le mouvement communiste international il fut également un grand dirigeant, soutenant les partis et groupements marxistes-léninistes de tous les pays, recevant à de très nombreuses reprises leurs représentants, comme il le fit pour la délégation des communistes marxistes-léninistes de France avec laquelle il s'entretint jusqu'à une heure très avancée de la nuit.

Il fut un des principaux artisans du développement des liens chaleureux et fraternels entre le Parti du Travail d'Albanie avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, et le Parti communiste chinois.

C'est lui enfin qui dénonça le lendemain même de l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'URSS cette politique expansionniste et agressive de la part de la clique révisionniste soviétique. Il souligna pour la première fois que l'URSS avait dégénéré en un Etat social-impérialiste et social-fasciste. Cette déclaration fut une grande aide et un grand enseignement pour les peuples du monde, éveillant leur attention à ce nouveau danger impérialiste qu'était devenu le pays de Lénine et de Staline.

Ainsi, à travers toutes ces étapes historiques, tous ces événements politiques si importants, Chou En-lai fut vraiment le fidèle compagnon d'armes du président Mao, contribuant à mettre en application de façon grandiose le marxisme-léninisme et la pensée-mao-tsetoung.

Parallèlement à ce rôle de grand dirigeant révolutionnaire prolétarien, les masses chinoises se souviendront de Chou En-lai par de multiples petits faits quotidiens qui montraient son amour et son attachement pour le peuple.

Voici ce que le camarade Kouo Feng-lien, secrétaire de cellule du parti à Tatchai disait de lui : «Au cours de sa première visite à Tatchai, le premier ministre Chou avait personnellement rendu visite à ma mère. Il avait entendu dire qu'elle était en mauvaise santé à force d'avoir travaillé pendant la moitié de sa vie dans l'ancienne société pour le compte des propriétaires fonciers. A son départ il m'avait recommandé de lui prodiguer les soins les plus attentifs pour qu'elle ait une vieillesse heureuse. La troisième fois, le premier ministre Chou était revenu voir ma mère, en lui demandant si elle pouvait se souvenir de leur rencontre. Celle-ci répondit : «Mais oui.» Au moment de partir, le premier ministre Chou lui serra la main en lui disant qu'il reviendrait la prochaine fois.»

C'est ainsi que partout où il passait Chou En-lai ne manquait jamais d'établir



Le camarade Chou En-lai visita la brigade de production de Tatchai en mai 1965.

des rapports des plus directs et des plus chaleureux avec de simples travailleurs, s'enquérant de leur santé, de leurs problèmes, de leurs désirs, manifestant son admiration devant les magnifiques réalisations que ce grand peuple révolutionnaire avait faites, peuple révolutionnaire dont il avait été un des guides les plus éminents.

Pendant la Grande Révolution culturelle prolétarienne, le soir du 22 août 1966, avait lieu à l'université de Tsinghoua un meeting pour critiquer la ligne réactionnaire et bourgeoise. Il pleuvait depuis le matin. Peu avant l'heure prévue, le premier ministre téléphona pour s'informer de l'état des travaux préparatoires. Mais s'inquiétant pour sa santé, les camarades qui en étaient chargés lui demandèrent si le meeting devait être ajourné à cause

de la pluie torrentielle. Le premier ministre leur demanda à son tour si les gens s'étaient déjà rassemblés et, apprenant que oui, leur répondit : «J'y serai comme prévu, malgré le vent et la pluie.»

Il s'y rendit en effet sous une pluie battante, vêtu d'un habit gris déjà usé, sans imperméable ni parapluie. Pataugeant dans près de 15 cm d'eau boueuse, il monta au milieu des applaudissements chaleureux sur la tribune à ciel ouvert érigée pour l'occasion et s'assit sur un tabouret mouillé, la pluie ruisselant sur ses tempes. C'était déjà la fin de l'été et tous frissonnaient sous la pluie.

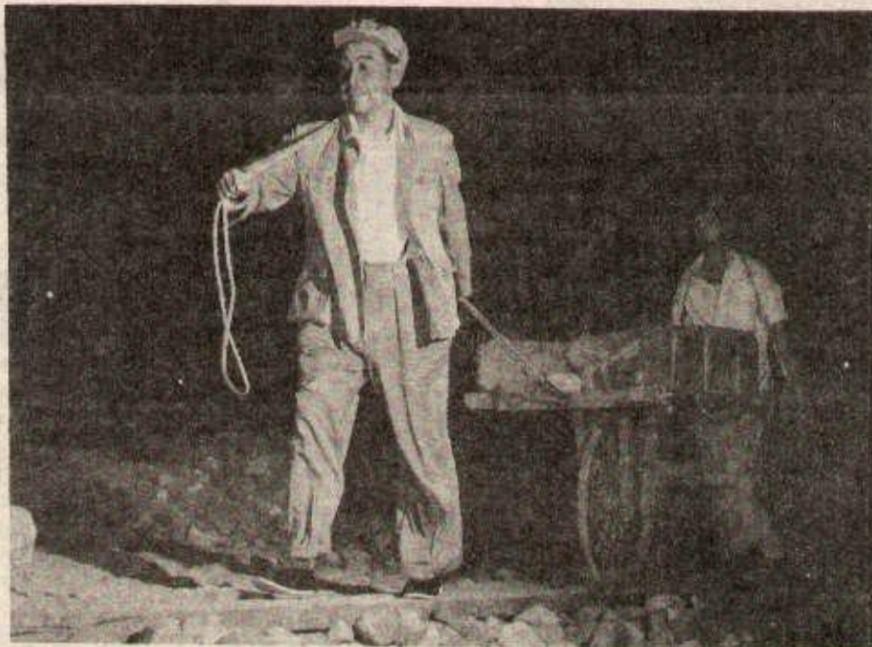
A la vue du premier ministre, bientôt septuagénaire, beaucoup étaient émus jusqu'aux larmes et les cent mille participants, rassemblés sur le vaste terrain de sports, scandèrent comme un seul homme : «Un parapluie pour le premier ministre» qui, souriant, répliqua : «Le brassard des Gardes rouges me suffit»...

Voici enfin comment nos camarades chinois nous relatent les derniers instants de la vie du grand dirigeant :

«Écoute ! On chante dans la chambre où est alité le premier ministre : c'est que notre respecté et bien-aimé premier ministre, au plus mal, a voulu qu'un de ses camarades récite encore les deux poèmes du président Mao — «Retour au mont Tsinghang» d'après le motif de Chouei Tiao-keh-téou et «Dialogue d'oiseaux» d'après le motif de Nien Nou-kiao, publiés le jour de l'an 1976.

Il a demandé ensuite qu'on lui apporte le texte de l'Internationale, disant qu'il avait la ferme conviction que le communisme serait réalisé dans le monde entier. Quelques heures avant sa mort, notre respecté et bien-aimé premier ministre, animé de l'esprit combatif sublime d'un communiste, a chanté d'une voix faible :

*Groupons-nous et demain, l'Internationale sera le genre humain...*



Le camarade Chou En-lai prenant part à la construction du Réservoir à l'emplacement des tombeaux Ming aux alentours de Pékin en juin 1968.